

## Éditorial

### MALGRÉ LES DIFFICULTÉS, LES CHAMPS FLEURISSENT D'ESPÉRANCE

**E**n dépit des problèmes liés à la distribution des engrais, à l'installation tardive des pluies, à la crise d'eau par endroit et, par la suite, aux inondations, la campagne agricole 2019-2020 en cours en zone Office du Niger ne semble pas être compromise. Et, cela contrairement à ce qui avait été véhiculé à travers nombre de canaux de communication. En réalité, « il y a eu plus de peur que de mal ». C'est le constat établi par le ministre de l'Agriculture, Moulaye Ahmed Boubacar, lors de sa visite de supervision du 17 octobre passé. Après avoir sillonné les champs de certaines zones de production, dont les plus sinistrées, le ministre s'est dit satisfait de la physionomie actuelle des cultures. Selon lui, « la dynamique de la campagne, après la visite, permet de soutenir que l'Office du Niger peut atteindre les objectifs assignés en termes de production ». Pour cette année, ils sont fixés à une production de 873.774 tonnes de riz paddy.

Afin d'atteindre cette barre, des efforts ont été déployés par tous les acteurs impliqués : le gouvernement, l'Office du Niger et les exploitants. Le gouvernement, malgré la crise économique, a assuré l'approvisionnement en intrants, tout en abandonnant le fameux E-Voucher (un système électronique de gestion de la distribution des engrais aux exploitants agricoles). L'Office du Niger, lui, travaille constamment à améliorer la productivité à travers le traitement des sols pour répondre à la problématique de la sécurité alimentaire. Les exploitants, eux, s'attachent au respect scrupuleux des conseils précieux de l'encadrement.

Durant la supervision de la campagne agricole en cours, le ministre a été à la rencontre des paysans producteurs de riz, il a discuté avec les notabilités avant de prendre langue avec les encadreurs. Le constat général est assez satisfaisant, car partout, les champs fleurissent réellement d'espérance.

Si l'espoir est bien là, les difficultés également. Celles-ci s'illustrent par la crise d'eau dans le Macina. Afin de résoudre le problème, il faut agrandir le canal de Ké-Macina, le réhabiliter, le réactualiser et le mettre à niveau pour accroître à grande échelle sa capacité d'irrigation et pouvoir arroser les aménagements actuels mais aussi futurs.

Pour cette réhabilitation, l'Etat du Mali a déjà constitué un dossier soumis au partenaire qatari. Le montant prévisionnel de ces travaux avoisine les 26 milliards de F CFA. Et le ministre de l'Agriculture, Moulaye Ahmed Boubacar, est très engagé dans la quête des fonds nécessaires à la réhabilitation du canal du Macina.

**Alassane DIARRA**

## Ke-Macina et Kolongo : LE MINISTRE DE L'AGRICULTURE SALUE LA BONNE TENUE DES CULTURES

*Lire en page 3*



## Forum régional sur le financement des récépissés d'entreposage à Accra : LE PDG DE L'OFFICE DU NIGER PARMIS LES INVITÉS D'HONNEUR



(SFI). Le PDG de l'Office du Niger, le Dr Mamadou M'Baré Coulibaly (au centre sur la photo), a participé à cette rencontre de haut niveau de deux jours à l'invitation de la SFI qui a pris en charge son déplacement.

L'objectif de ce forum était de susciter une synergie d'action afin d'améliorer la commercialisation des produits agricoles sur le plan national et sous régional par la mise en place d'un système financier plus rassurant pour les producteurs.

Le système de récépissés d'entrepôt, au cœur de la session, est une technique de financement si ancienne qu'elle était déjà utilisée en Mésopotamie sur des tablettes d'argile. Il a joué un rôle important aux Etats-Unis et en Europe dans le financement de l'agriculture et de la transformation agricole. La technique est utilisée dans un grand nombre de pays en développement, mais principalement pour le financement d'activités d'importation et d'exportation. Au cours des dernières années, les pouvoirs publics, soutenus par les Partenaires de développement, ont multiplié leurs efforts pour étendre son utilisation aux chaînes de valeur alimentaires nationales.

**A**ccra, la capitale ghanéenne a accueilli le Forum régional sur le financement des récépissés d'entreposage de la Société Financière Internationale

**Source : SCOMO**

# Côte d'Ivoire : LE MINISTRE MOULAYE AHMED BOUBACAR AU FORUM OUEST-AFRICAIN SUR LE FINANCEMENT DES ENGRAIS

« LE MALI ASPIRE À DEVENIR, DANS LES MEILLEURS DÉLAIS, UNE PUISSANCE AGRICOLE »



Moulaye Ahmed Boubacar a rappelé que l'agriculture est l'activité économique principale du Mali

Tenu du 30 septembre au 1er octobre 2019 en terre ivoirienne, le Forum ouest-africain sur

le financement des engrais a enregistré la participation d'une délégation malienne conduite par M. Moulaye Ahmed Boubacar, le ministre de l'Agriculture. Celui-ci a réitéré la volonté du président de la République de faire de l'agriculture la locomotive du développement d'un pays où ce secteur est une activité à la fois économique et culturelle. La pré-

sence du Mali à cette importante rencontre s'imposait car notre pays possède d'importantes surfaces de terre arable, de surcroît bien arrosées. Ces atouts naturels sont exploités dans le cadre d'une politique volontaire notamment dans le domaine des intrants. On sait que la déclaration d'Abuja de 2006 recommande de revoir à la hausse les quantités d'engrais utilisées sur les terres cultivables pour les porter au moins à 50 kg à l'hectare. Le Mali a été félicité par le forum pour avoir réussi à atteindre le seuil des 50 kg, et même à le dépasser.

Le Mali, a rappelé Moulaye Ahmed Boubacar, est un pays agricole car son activité économique principale est l'agriculture qui occupe 80% de la population et sert à nourrir toute cette population et même à alimenter des exportations. Le Mali est un pays qui aspire à devenir, dans les meilleurs délais, une puissance agricole : « C'est tout à fait normal, pas parce que le président de l'Association

des professionnels des engrais est un Malien, mais parce que le Mali se sent impliqué, intéressé, et voit son avenir dans la promotion de l'agriculture et la valorisation de nos sols. Ces sols, utilisés depuis des siècles et des siècles, sont aujourd'hui fatigués. Il faut les enrichir, les réenrichir, et faire en sorte qu'ils puissent répondre à un des soucis majeurs de la Banque africaine de développement qui est de « nourrir l'Afrique ».

Pour régler le problème du financement, il faut savoir convaincre les banques et s'adapter à des contraintes spécifiques car l'année bancaire ou l'année comptable n'est pas toujours en phase avec l'année agricole. Notre pays possède déjà quelques unités de production dans nos régions. Mais pour un pays qui dispose de millions d'hectares à exploiter et un potentiel important de production, les efforts à déployer doivent être constants.

Source : La sirène/ SCOM ON

## Visite du commissaire à la Sécurité alimentaire, Kassoum Denon, à Rome : METTRE LE MALI AU CŒUR DES AGENDAS DES PARTENAIRES AU DÉVELOPPEMENT

Participant à Rome à l'Assemblée générale du Conseil mondial de la Sécurité Alimentaire, le ministre-commissaire à la Sécurité Alimentaire a mis à profit cette occasion pour aller à la rencontre des partenaires au développement et des premiers responsables des organisations onusiennes en charge de l'agriculture et de la sécurité alimentaire. Ainsi, il a, tour à tour, été reçu en audience par le Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO), Qu Dongyu, le vice-président du Fonds International de Développement Agricole (FIDA), Donald Brown, le directeur exécutif du Programme Alimentaire Mondial (PAM), David M. Beasley, et l'envoyé

spécial de l'Italie au Sahel, Bruno Archi.

Ces rencontres qui ont été de véritables séances de travail, ont permis à Kassoum Denon et à l'ambassadeur du Mali à Rome, Aly Coulibaly, de faire l'état de la coopération entre le commissariat à la Sécurité Alimentaire et ces institutions onusiennes et, surtout, développer de nouveaux projets propres à accentuer la résilience des populations vulnérables de la bande sahélienne. Kassoum Denon a ainsi sollicité l'implication personnelle du directeur de la FAO pour la réussite de la table ronde sur le financement de la nouvelle politique de sécurité alimentaire et nutritionnelle (PoINSAN) adoptée par notre pays en mai dernier. Dans ce cadre, la FAO s'est vue confier l'organisation et la mobilisation du monde

des bailleurs de fonds. Tout en saluant l'adoption de cette politique qui selon lui, prouve l'engagement de notre pays à atteindre l'objectif « Faim zéro d'ici 2030 au Mali », le patron de la FAO a réaffirmé son engagement sans faille à accompagner notre pays dans l'organisation et la recherche de financement adéquate de la PoINSAN. « Le Mali est désormais au cœur de notre agenda, nous allons accompagner le pays à se stabiliser mais aussi à développer des projets de développement résilients en faveur des populations durement frappées par les crises », a assuré Qu Dongyu qui a annoncé que le nouveau programme pays de la FAO prévoit un financement conséquent pour notre pays.

Source : Cellule de Com CSA / SCOM ON



Kassoum Denon a sollicité l'implication personnelle du directeur de la FAO pour la réussite de la table ronde sur le financement de la nouvelle politique de sécurité alimentaire et nutritionnelle

## Kassoum Denon à la Cedeao et à la BOAD : MOBILISER LES PARTENAIRES

Donner une nouvelle impulsion à la coopération avec les institutions sous-régionales pour améliorer la résilience des populations des zones touchées par l'insécurité alimentaire récurrente

Le ministre-commissaire à la Sécurité alimentaire, Kassoum Denon, a entrepris, le 28 octobre 2019, une série de visites dans la sous-région, notamment à Abuja (Nigéria) et Lomé (Togo). Dans ces deux capitales, il est allé à la rencontre de la Commission de la Communauté économique des Etats d'Afrique de l'Ouest (Cedeao) qui siège à Abuja, de la Banque ouest-africaine de développement (BOAD), et de la Banque d'investissement et de développement de la Cedeao (BIDC). Ces deux institutions bancaires sont basées à Lomé. Cette visite était destinée à mobiliser ces partenaires sur le financement de projets structurants en matière de sécurité alimentaire et nutritionnelle.

La mission s'est attachée à renforcer notre coopération et lui donner une nouvelle impulsion à travers les nouveaux projets et programmes que le commissariat a entrepris de développer pour favoriser la résilience des populations des zones tou-



Kassoum Denon et Jean Claude Kassi Brou, le président de la Commission de la CEDEAO

chées par l'insécurité alimentaire récurrente.

« Parmi les projets discutés avec

la Cedeao, figure celui de la construction, de la réhabilitation et de l'équipement d'entrepôts modernes,

d'un bloc administratif et d'aménagements divers à Bamako et dans certaines régions. Il s'agit d'un projet fondamental pour le dispositif de sécurité alimentaire au Mali », a souligné Kassoum Denon. Ce projet, précise-t-il, renforcera les capacités de stockage de l'OPAM, structure du Dispositif national de sécurité alimentaire, chargée de la gestion des stocks de sécurité alimentaire. En projet aussi la construction et l'équipement de 11 entrepôts modernes à Bamako et dans les régions de Kayes, Sikasso, Koulikoro, Koutiala, Ségou et Mopti.

Kassoum Denon a également sollicité la Cedeao pour le projet de construction de silos de stockage de maïs au Mali. Le Commissariat à la Sécurité alimentaire, à travers la coopération japonaise, s'est engagé, depuis deux ans, dans la construction de 5 silos (d'une capacité totale de 2.500 tonnes) pour le stockage du maïs dans les grands bassins de production.

Cellule de COM du CSA

# Ke-Macina et Kolongo : LE MINISTRE DE L'AGRICULTURE SALUE LA BONNE TENUE DES CULTURES

Le ministre de l'Agriculture, a effectué le 17 octobre 2019, une visite de terrain dans la zone Office du Niger. Cette visite de Moulaye Ahmed Boubacar entre dans le cadre de ses sorties périodiques de supervision de la campagne agricole 2019-2020.

En compagnie du PDG de l'Office du Niger, du président du syndicat des producteurs, des présidents des deux zones visitées, le ministre a été à la rencontre des paysans producteurs de riz. Il a discuté avec les notabilités avant de prendre langue avec les encadreurs. Il s'agissait pour lui de s'enquérir des conditions de travail des paysans et de s'imprégner de l'implication des cadres de l'Office du Niger sur les questions de l'amélioration de la productivité du riz, du matériel agricole et du traitement des sols.

Première étape de la visite : la zone de Ké-Macina. Ici, le ministre et sa délégation ont apprécié l'état général des cultures de riz. Ils se sont rendus tour à tour dans le village de Oulofobougou I et dans le champ de Bakary Sogoba, (Périmètre Macina 4). Le jeune Sogoba fait pousser sur une superficie de 1,40 ha une variété de riz : le Wassa G4. Sa réussite a émerveillé le visiteur du jour. « Il suffit que le riz arrive à maturité et tout de suite les clients viennent tout acheter. Je n'ai aucun problème majeur qui puisse m'empêcher de faire mon travail. Toutefois, si je parviens à avoir le matériel de travail, ce sera un plus », a expliqué le paysan Sogoba.

A quelques kilomètres de là, dans le village de Oulofobougou II, la délégation a visité le champ du producteur Dramane Traoré qui constitue un champ école avec l'utilisation de la fumure organique. Sur les 2 hectares, M. Traoré fait du « kogoni 91-1 », l'unique variété qu'il a semée.

La délégation a aussi inspecté la parcelle de Mama Diaby qui avec le respect du calendrier fera certainement de bonnes récoltes.

Dans l'ensemble, la physionomie de l'état des champs a été jugée bonne. Ce

**Au terme de sa tournée, Moulaye Ahmed Boubacar s'est dit satisfait de la physionomie actuelle des cultures et de la dynamique de la campagne**



**Moulaye Ahmed Boubacar note que l'Office du Niger met toutes les techniques en place pour améliorer la productivité et atteindre les objectifs**

qui laisse présager une bonne récolte, a souligné le ministre de l'Agriculture.

Dans le casier de Kokry C, village de Zirakoro-Kokry bozo, le ministre Moulaye Ahmed Boubacar a donné le coup d'envoi de la moisson d'une variété de riz. Faucilles en main, les visiteurs ont habilement reproduit le geste des paysans dans le champ de riz.

S'en est suivi la visite de la parcelle de test de nouvelles formules d'engrais OCP-ON appartenant à Madou Diarra. Non loin de là, le ministre a assisté à une phase de battage du riz. En paysan averti, le ministre s'est intéressé à la qualité du riz.

Le second temps fort de la sortie du ministre, a été la visite de l'atelier de fabrication-réparation du matériel agricole dans le village de Léléguerré. Sur place, le jeune Bourema Sawadogo fait un travail formidable. Avec son petit groupe, ils fabriquent des batteuses de riz dont l'unité coûte 2,750 millions F

CFA. La délégation a admiré ce savoir-faire local. Le ministre ne pouvait que les

féliciter et les encourager dans la fabrication d'équipements agricoles locaux.

Le moins que l'on puisse dire est que l'inspection des champs a permis au ministre d'apprécier le respect des bonnes pratiques agricoles et des itinéraires techniques, la production des semences.

Moulaye Ahmed Boubacar s'est dit très satisfait de ce qu'il a vu. « Cela dénote du fait que l'Office du Niger est en train de mettre toutes les techniques en place pour améliorer la productivité et permettre d'atteindre les objectifs tant en qualité qu'en quantité. Ceci pour répondre à la grande question de l'insécurité alimentaire », a-t-il souligné en assurant : « nous avons toutes les chances d'atteindre l'objectif visé en termes de production de riz ».

La campagne agricole 2019-2020 a démarré dans de bonnes conditions sous l'impulsion des actions entreprises dans le cadre de la subvention des intrants agricoles accordée par le gouvernement.

Source : Arc-en-Ciel

## Problèmes d'irrigation dans le casier de Ké-Macina : LA RÉHABILITATION DU CANAL À L'ORDRE DU JOUR

**Cette opération évoquée par le ministre de l'Agriculture, fait l'objet d'un dossier présenté au Qatar**

À son arrivée dans la ville de Ké-Macina, la délégation ministérielle n'a pas dérogé à la règle. Elle a rendu une visite de courtoisie aux notabilités : le chef de village et l'imam.

Cette visite du ministre de l'Agriculture, Moulaye Ahmed Boubacar, a offert l'opportunité à ces notabilités d'évoquer les problèmes liés à la distribution de l'eau. Le chef de village et l'imam ont fait cas des difficultés d'irrigation de certains casiers. En plus de l'existant, ils ont demandé au ministre de s'investir afin que la principale difficulté liée à l'eau trouve une solution. Celui-ci a assuré avoir pris bonne note de la doléance et promis que l'Etat fera de son mieux pour solutionner les pro-

blèmes posés par le canal de Ké-Macina.

Selon le ministre, cette solution réside dans la réhabilitation du canal. « Le canal de Ké-Macina est vital dans le système de l'Office du Niger. Il faut forcément voir dans quelle mesure, on peut très rapidement revoir ce canal. L'agrandir, le réhabiliter, et le réactualiser et le mettre à niveau à ce qu'il y ait une irrigation acceptable dans la zone Office ».

Pour cette réhabilitation, l'Etat du Mali a déjà constitué un dossier soumis au partenaire qatari. Le montant estimé des travaux avoisine 26 milliards de F CFA.

Source : Arc-en-Ciel

## Réunion annuelle des Sociétés d'Aménagement et de Gestion de l'Irrigation (SAGI) à N'Djaména : UN PLAN D'ACTION POUR BOOSTER LE FINANCEMENT

**Il prévoit principalement des actions de renforcement des capacités des SAGI, la gestion de l'irrigation, le développement des filières porteuses, la transformation des produits agricoles.**

Le Directeur général adjoint de l'Office du Niger, Djimé Sidibé, a participé, du 28 au 29 octobre dernier, à la réunion annuelle des Sociétés d'Aménagement et de Gestion de l'Irrigation (SAGI) à N'Djaména au Tchad. Cette rencontre internationale a traité des questions touchant à la gouvernance de ladite société et au suivi des chantiers en cours.

A l'issue de la réunion de deux jours, les participants venus du Mali, du Niger et du Sénégal auxquels s'ajoutent ceux du Tchad ont recommandé l'élaboration d'un plan d'action annuel des SAGI soumis au Programme d'Appui Régional à l'Initiative pour l'Irrigation au Sahel (PARIIS) pour financement. Ce plan d'action doit concerner principalement des actions de renforcement des

capacités des SAGI, la gestion de l'irrigation, le développement des filières porteuses, la transformation des produits agricoles, entre autres.

La prochaine réunion des Sociétés d'Aménagement et de Gestion de l'Irrigation est prévue le 20 mars 2020 à Marrakech sur invitation d'une société d'irrigation du Maroc.

Notons que le Réseau Ouest-Africain des Sociétés publiques d'Aménagement et de Gestion de l'Irrigation (ROA-SAGI) a été mis en place en avril 2017 à Saint-Louis du Sénégal, en marge d'une rencontre organisée par le Comité Scientifique et Technique Eau Agricole (COSTEA) en collaboration avec le Programme d'Appui Régional à l'Initiative pour l'Irrigation au Sahel (PARIIS).

## MALIBYA : VERS LA REPRISE DU PROJET ...



**Les conditions de reprise et d'exploitation du projet vont faire l'objet d'un mémorandum**

MALIBYA est un projet d'aménagement hydroagricole panafricain initié en zone Office du Niger au Mali par le regretté Guide de la révolution libyenne, Mouammar Kadhafi. Pour les besoins de ce projet, le Mali, sous l'ancien président Amadou Toumani Touré, a attribué 100 000 hectares de terre à la Libye par l'entremise d'une convention d'investissement signée en 2008. Sur ces 100 000 ha, 25 000 ha ont fait l'objet d'un contrat de bail entre l'Office du Niger et Malibya Agricuture. En plus de l'agriculture, ce projet englobe des domaines et avantages aussi variés que les routes, les écoles, les centres de santé et des emplois. Malheureusement, l'opération fut suspendue après l'assassinat en octobre 2011 du Guide Khadafi qui ambitionnait de donner à l'Afrique toute son indépendance.

Depuis un certain temps, il est ques-

tion de la reprise des activités de ce projet gigantesque. C'est dans cette optique qu'une délégation libyenne conduite par le nouveau directeur de la société MALIBYA, Hussin Mohamed El-Ansari, comprenant le directeur national du Génie Rural, Alassane Ag Agatham, ainsi que plusieurs autres personnalités, est venue rencontrer les cadres de l'Office du Niger, le 22 octobre 2019, à la Direction Générale.

Après des échanges sur le projet, une commission ad-hoc de six personnes présidée par Hamadou Sidibé, le directeur des Aménagements et de la Gestion du Foncier (DAGF) de l'Office du Niger, a été mise en place afin d'élaborer un mémorandum pour la suite des discussions sur le projet. Ce mémorandum traitera des conditions de reprise et d'exploitation du projet.

# Journées de la femme rurale et de l'alimentation : SANANKOROBA À L'HONNEUR

La Journée de la femme rurale conjointement célébrée avec celle de l'Alimentation tous les 15 octobre se passe cette année à Sanankoroba, une localité située à quelques encablures de Bamako. Le thème de cette année porte sur « la Paix et la Sécurité, socle de la production », ainsi que sur « la Transformation des produits locaux, gage de l'autonomisation des femmes ».

Pour la circonstance, une forte délégation du gouvernement est venue à Sanankoroba. Il s'agit du ministre de la Promotion de la Femme, de l'Enfant et de la Famille, Mme Diakité Aissata Traoré, de son homologue de l'Élevage et de la Pêche, Mme Kané Rokia Maguiraga, et de celui de l'Agriculture, Moulaye Ahmed Boubacar.

Cette Journée internationale reconnaît le rôle et l'apport décisifs des femmes rurales, notamment autochtones, dans la promotion du développement agricole et rural. Les femmes et les filles jouent un rôle majeur et de plus en plus reconnu dans la pérennité des foyers et des communautés en zone rurale. Elles constituent une large part de la main d'œuvre agricole, formelle et informelle, et effectuent la grande majorité des tâches domestiques et des soins - activités



La Journée salue le rôle et l'apport décisifs des femmes rurales, notamment autochtones, dans la promotion du développement agricole et rural

non rémunérées - au sein des familles et foyers en zones rurales. Elles contribuent aussi de manière significative à la production agricole, à la sécurité ali-

mentaire et à la nutrition, à la gestion des terres et des ressources naturelles et au renforcement des capacités d'adaptation face aux changements climatiques.

## Production d'engrais : ANHUI HONGSIFANG VEUT INVESTIR À L'OFFICE DU NIGER



Un partenariat gagnant-gagnant pourrait être établi entre l'Office du Niger et l'entreprise chinoise

Anhui HONGSIFANG (branche de China National Salt Group dans la province de l'Anhui) est une entreprise secondaire directement gérée par la China National Salt Industry Group Co Ltd (CNSG) qui relève directement de la state-owned Assets Supervision and Administration Commission (SASAC). L'usine d'engrais chimiques à Hefei, prédécesseur de la société, fondée en 1958, était l'une des plus anciennes qui fournissaient l'engrais azoté et l'Alcali combiné en Chine. Dans les premiers jours de l'usine, des dirigeants du parti et de l'Etat, tels que Mao Zedong, Deng Xiaoping, Chen Yun, Chen Yi, Yang Shangkun, l'ont successivement inspectée et y ont laissé de précieuses richesses spirituelles accélérant le développement de la société.

C'est ce grand groupe qui est intéressé par le géant de la riziculture de notre pays. A cet effet, une forte délégation de sept hauts responsables de l'entreprise a eu, le 10 octobre 2019, une séance de travail avec le Président directeur général de l'Office du Niger, le Dr Mamadou M'Baré Coulibaly. Selon le porte-parole de « Anhui HONGSIFANG », Li Gui Fang, leur visite s'inscrit dans le cadre de l'initiative de « la Ceinture et la Route de la Soie » sous la direction éclairée de Xi Jinping, le président de la République Populaire de Chine. Cette initiative est, déjà, en train d'apporter, aux pays africains en général et au Mali en particulier, les appuis techniques et financiers nécessaires à l'entame d'un décollage économique durable et, par conséquent, à une réelle indépendance et au bien-être de leurs populations.

Après une présentation du potentiel agricole de l'Office du Niger, le PDG, le Dr Coulibaly, a estimé que « les résultats de l'étude en cours pour la réalisation de la carte de fertilité des sols pourront bien intéresser la partie chinoise ».

Rappelons que cette étude est un outil qui répertorie et représente les terres d'une aire géographique donnée en les classant des plus fertiles (celles qui sont naturellement productrices) aux plus pauvres (celles qui ont besoin d'être nourries pour produire).

L'objectif principal du projet est la connaissance de la fertilité des sols de la zone en vue d'une ration-

nalisation de la fertilisation des cultures. Dans ce sens, une carte de la fertilité des sols permet de disposer d'une cartographie interactive de la fertilité des sols cultivés à l'échelle nationale sous forme d'un système informatique expert à interface WEB. Elle permet également d'orienter l'usage raisonné des engrais permettant une meilleure fertilisation des cultures, de proposer des formules d'engrais adaptées à chaque zone et aux principales cultures qui y sont pratiquées ou projetées afin de renforcer les capacités techniques des acteurs de développement agricole chargé du conseil en fertilisation.

La carte de la fertilité des sols permet de connaître exactement les zones géographiques où il sera important d'apporter un complément au sol (des engrais) afin que les cultures se développent et celles où, au contraire, il ne sera pas nécessaire d'apporter aux sols des fertilisants supplémentaires. Ce qui présente deux grands intérêts : sur le plan écologique, assurer une utilisation des engrais plus efficace et éviter une pollution des sols là où il n'est pas nécessaire d'épandre des engrais ; sur le plan économique, développer une agriculture compétitive grâce à une diminution des coûts de production induite par une utilisation raisonnée et efficace des engrais.

Ainsi, au regard de cet atout, un partenariat gagnant-gagnant pourrait être établi entre l'Office du Niger et l'entreprise chinoise Anhui HONGSIFANG qui est un grand groupe qui a un actif total de 15,8 milliards de yuans, un effectif de 6000 personnes, un premier centre de services agrochimiques et un centre national de technologie d'entreprise. Ses principaux produits sont l'urée, le chlorure d'ammonium, l'engrais composé, l'engrais soluble dans l'eau, l'engrais biologique et d'autres produits d'engrais, l'insecticide-bisulphate, l'insecticide-monosulphate et d'autres produits agrochimiques, l'hydroxyde de sodium, le métabisulfite de sodium, le dithionite de sodium, le chlore liquide, l'acide chlorhydrique, l'hypochlorite de sodium et d'autres produits chimiques de sel ; pyrrolidone, butyrolactone et d'autres produits chimiques fins ; phosphate de fer au lithium, batterie au lithium ionique et d'autres produits énergétiques nouveaux et matériels. Les produits qui se vendent bien dans tout le pays, sont aussi exportés vers l'Asie, l'Europe et l'Amérique.

La société possède cinq filiales en propriété exclusive ou holdings et des bases de production à Hefei, dans la province du Hunan, Hubei et Jilin. C'est la seule entreprise professionnelle du CNSG qui s'occupe de la production et de la gestion d'engrais chimiques et des services d'industrialisation agricole. La capacité de production d'urée existante : 400, 000 tonnes / an, et la capacité de production d'une variété d'engrais composés (mélangés) fonctionnels (y compris l'engrais de perte contrôlée, l'engrais à libération durable et contrôlée, l'engrais stable, l'engrais soluble dans l'eau, etc.) : 2, 8 millions de tonnes / an. Cela permet à la société de se classer au premier rang de l'industrie nationale des phosphates et des engrais composés.

Avec une telle capacité, l'entreprise chinoise Anhui HONGSIFANG pourrait bien produire de l'engrais sur mesure en zone Office du Niger.

## Réchauffement climatique : L'AGRICULTURE AFRICAINE EST CONSCIENTE DE L'AMPLEUR DU DÉFI

Les ministres africains de l'agriculture se sont réunis les 4 et 5 novembre au Maroc dans le cadre de la Conférence annuelle de l'Initiative AAA, «Adaptation de l'agriculture africaine». A Marrakech, il était question de produire suffisamment, pour nourrir le continent en transformant l'agriculture, tout en préservant l'environnement. Le Mali a été représenté par le ministre de l'Agriculture, Moulaye Ahmed Boubacar. Il était accompagné de son chef de cabinet, Amar Haidara.

L'Afrique est particulièrement affectée par le réchauffement climatique. Parmi les innombrables conséquences de ce fléau global, l'insécurité alimentaire figure au cœur de toutes les inquiétudes sur un continent déjà touché par la faim, les conflits ou l'émigration massive.

Ainsi, il y a urgence. Selon les experts, la population africaine, qui compte aujourd'hui 2,5 milliards d'habitants, pourrait doubler d'ici à 2050. Dans le même temps, une baisse de 20 % des rendements agricoles est attendue en raison du changement climatique qui aggrave des pratiques humaines parfois inappropriées (surexploitation des terres, utilisation de techniques vétustes, irrigation insuffisante, etc.).

Il faut trouver les financements pour soutenir l'adaptation de l'agriculture africaine, estimée à quelque 25 milliards d'euros par an jusqu'en 2030. La Côte d'Ivoire, le Mali, le Maroc et la Zambie ont déjà élaboré des plans d'investissement de 300 à 400 millions de dollars chacun. Les pays développés se sont, quant à eux, engagés à verser 90 milliards d'euros par an pour soutenir les projets d'adaptation dans les pays en développement. Seuls quelque 400 millions ont été débloqués à ce jour.

Source : France24/SCOMON

### SÈNÈ KUNAFONI

Mensuel de l'Office du Niger

Directeur de Publication :

Dr Mamadou M'Baré Coulibaly

Rédacteur en chef :

Alassane Diarra

Rédacteurs : Moriba Sanogo,

Fanta Djiga, Bamoye Keita,

Moussa N. Coulibaly.

Adresse : 106 - Segou-Mali

Site web : [www.on-mali.org](http://www.on-mali.org)

Facebook : [facebook.com/office-dunigersegou](https://facebook.com/office-dunigersegou)

Tel : +223 66 64 65 83

+223 76 64 65 83

Email : [dmoris21@gmail.com](mailto:dmoris21@gmail.com)

Assistance technique :

Agence Stratégies